

ques qui, dans le sud-est de l'Europe, étaient en étroites relations avec l'Ouest, les hommes d'affaires ont collaboré avec Hitler, et les anciens chefs de partis,—les Matchek, les Manius, les Bratianus,—n'ont pris aucune part active à la résistance. . . . Le fait qu'en Grèce la vieille garde est encore au pouvoir contribue à désabuser les gens qui n'ont plus foi dans la politique de l'Ouest. Des deux termes de l'alternative, une coalition avec la gauche comme en Yougoslavie, en Roumanie, en Hongrie et en Bulgarie, ou bien le parti de droite et son administration terroriste en Grèce, les présents régimes offrent le plus d'espoir aux peuples balkaniques.

Dans ces pays, la démocratie est bien plus qu'un terme abstrait, car ces gens acquièrent des droits au sol pour la première fois et, par conséquent, ils ne jouiront pas simplement de la liberté de mourir de faim mais de la liberté de vivre comme des êtres humains. Si ce n'est pas là de la démocratie, je ne comprends rien à certains discours sur le sujet.

Certaines factions réactionnaires, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, encouragent les minorités des Balkans qui, dans leurs pays, ont collaboré avec les nazis dans leurs pays ou n'ont rien accompli en fait de résistance. On les encourage à tenter de détruire les gouvernements qui sont aujourd'hui à la tête des affaires. Certaines régions de notre pays ont, à l'heure actuelle, des gouvernements de coalition. Or certaines gens disent ne pas aimer les gouvernements de coalition de la gauche. Les mêmes personnes cependant appuient volontiers, par exemple, un gouvernement de coalition en Colombie-Britannique et un autre au Manitoba, mais elles refusent aux peuples des Balkans la faculté d'avoir des gouvernements de coalition composé d'éléments progressistes. Nous devons reconnaître comme bon pour eux ce qui est bon pour nous, car, je le répète, nous ne pouvons pas avoir deux poids et deux mesures.

Mais on ne se contente pas de s'opposer en paroles à ces gouvernements, on leur fait la lutte par des actes, et des actes indignes. Il y a deux jours, le mercredi 17 octobre, on lisait dans le *New York Times*, sur la situation dans les Balkans, les lignes suivantes de M. Sulzberger, qui écrivait de Londres :

L'ambassadeur américain, Richard C. Patterson, jouit de l'entière approbation de Washington pour lutter en faveur de la démocratie telle que la comprend l'Amérique; non seulement refuse-t-il toute aide économique à Tito, et insiste-t-il sur le respect des quatre libertés, mais il a encore recours à la menace de lui retirer éventuellement la reconnaissance officielle.

Je tiens cela pour une action infâme, car elle équivaut à dire à la population yougoslave: "Ou bien vous changez de gouvernement, ou bien vous crevez de faim. Nous ne vous accorderons aucune aide économique." Voilà ce que cela signifie, et, au Canada, nous

avons un comité qui prétend se nommer le comité des amis de la Yougoslavie, mais qui refuse son aide à ce peuple parce qu'il n'en aime pas le régime. C'est honteux parce qu'inhumain. C'est tout simplement réduire un allié par la famine. J'ai fourni les chiffres: 1.600.000 Yougoslaves ont donné leur vie au cours de la guerre, mais nous voulons les réduire par la famine parce que leur forme de gouvernement ne nous plaît pas. En outre, d'après ce qu'écrivit M. Sulzberger dans le *New York Times*, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne menacent de cesser de reconnaître leur gouvernement. Pourquoi, monsieur l'Orateur, ne plus reconnaître la Yougoslavie, une alliée? Avons-nous proféré des menaces à l'Espagne de Franco, qui a aidé l'Allemagne et lui a fourni des approvisionnements? L'Espagne a envoyé sa Division bleue combattre l'Union soviétique, et cependant nous ne la menaçons pas. Nous prétendons ne pas pouvoir nous immiscer dans la régie interne d'un Etat. Mais, lorsqu'il s'agit d'un pays allié, nous menaçons de ne plus le reconnaître, simplement parce qu'il veut une autre forme de gouvernement.

Comme plusieurs autres, je discerne dans toute cette attitude ce que je qualifierais de diplomatie atomique, laquelle se traduit comme suit: "J'ai dans ma main une bombe atomique et, si vous n'acceptez pas mon offre, gare!" C'est là de la diplomatie dangereuse, monsieur l'Orateur, car si quelqu'un se met à brandir des armes secrètes, il constate bientôt que les autres en possèdent également. Hitler a déjà pensé avoir à sa disposition des armes secrètes spéciales, mais d'autres en avaient aussi. Je le répète, c'est là de la diplomatie dangereuse qui nous mènera à une catastrophe. Il nous faut faire de la diplomatie pratique et non de la diplomatie atomique. C'est fort bien pour les Etats-Unis de dire: "Nous prendrons une île à sept mille milles de distance des Etats-Unis; nous en ferons un avant-poste de défense pour notre pays." Mais c'est mal pour l'Union soviétique de dire: "Nous voulons avoir des puissances amies le long de nos frontières." C'est fort bien pour les Etats-Unis de dire: "Nous voulons internationaliser le Danube, les Dardanelles et le canal Kiel." Mais ce serait tout à fait mal de dire: "Internationalisons le canal de Panama, le golfe du Saint-Laurent, et peut-être aussi le fleuve Saint-Laurent." Les Etats-Unis ont le droit de dire: "Nous donnons des instructions à MacArthur; c'est lui qui jouit des pleins pouvoirs au Japon et personne ne peut rien dire à ce sujet." Cependant l'Union soviétique a tort de prétendre en Europe qu'elle veut avoir plus à dire au sujet de ce qui se passe à sa frontière. Non, monsieur l'Orateur, il ne faut pas qu'une telle